

TEXTES

D'ORIENTATION

LUTTE OUVRIERE

DECEMBRE 1973

LA SITUATION INTERNATIONALE

1° - Sur le plan international, comme il était prévisible l'an dernier, les deux données essentielles et déterminantes de la situation présente sont constituées, d'une part par la tentative de règlement engagée par les USA avec la Chine et l'URSS, de l'autre par les développements de la crise monétaire.

2° - Le voyage de Nixon à Peking, l'établissement de relations diplomatiques de Washington avec la Chine Populaire, l'admission de cette dernière à l'ONU en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité avec le plein appui des USA, soulignent l'abandon par l'impérialisme de sa politique de "containment". Cette politique de containment s'était notamment traduite en Asie par le blocus économique et la non-reconnaissance de la Chine Populaire depuis 1948. L'échec de cette politique, qui n'a fait que consolider le régime chinois, et l'incapacité pour l'armée US de vaincre la résistance du Nord Vietnam et du F.N.L. ont contraint les USA à rechercher le statu quo en Asie par d'autres moyens, notamment par un accord avec la Chine.

3° - Cette nouvelle orientation politique a rendu possible la signature des accords de Paris sur le cessez-le-

feu au Vietnam, cessez-le-feu qui reste précaire tant qu'une solution proprement gouvernementale qui satisfasse les deux parties n'aura été trouvée sur le terrain.

Dans le reste du Sud-Est asiatique, une solution négociée a été de nouveau tentée au Laos et au Cambodge; il semble bien que tant la Chine Populaire que le Nord Vietnam fassent actuellement pression sur les maquisards du GRUNC afin que ces derniers ne tentent pas un renversement du régime pro-américain de LON-NOL.

En fait, pour l'instant, les contours d'un statu quo indochinois acceptés tant par la Chine Populaire que par les USA ne sont qu'ébauchés. Leur réalisation définitive dépendra pour une bonne part, de la capacité de Pékin et de Washington de faire accepter ce statu quo par leurs protégés réciproques. Or, de ce point de vue, si les USA ont d'énormes moyens de pression sur les régimes fantômes qu'ils soutiennent et qui, sans eux s'effondreraient dans des délais extrêmement brefs, par contre la Chine Populaire (pas plus que l'URSS d'ailleurs) ne peut contrôler les mouvements de libération nationale, surtout lorsque ces mouvements ont de profondes assises de masse. Et de tels mouvements nationalistes, dont l'intérêt politique est loin de toujours coïncider avec ceux de l'URSS ou de la Chine, sont susceptibles de remettre systématiquement en question ce type de statu quo.

4° - Parallèlement, les négociations diplomatiques engagées par l'impérialisme américain avec l'Union Soviétique ont abouti à proclamer de fait le droit absolu des deux Grands à régler les problèmes du monde au mieux de leurs intérêts respectifs, en se passant d'ailleurs de l'avis des impérialismes mineurs. Ces règlements auxquels la Chine Populaire sera sans doute conviée pour tout ce qui concerne sa sphère d'influence directe ou indirecte, ont été présentés par les staliniens comme une nouvelle "ère de paix" qui s'ouvrirait devant l'humanité. En fait, il n'en est rien. L'antagonisme fondamental qui oppose l'impérialisme mondial à l'Union Soviétique, état ouvrier dégénéré, demeure. Et les accords entre la plus puissante

des nations impérialistes et l'Union Soviétique ne peuvent donner lieu dans le meilleur des cas, qu'à une nouvelle forme de paix armée qui sera sans cesse remise en cause.

5° - De ce point de vue la 4ème guerre du-Moyen-Orient a montré que nombre de conflits ne pouvaient être éliminés par la simple entente des Grands. Car si les USA et l'Union Soviétique, après avoir armé jusqu'aux dents les belligérants, ont réussi à imposer un cessez-le-feu, les bases d'un règlement durable entre Israël et les Etats arabes, si elles apparaissent extrêmement restreintes - du fait, notamment, de la politique expansionniste de l'Etat sioniste - laisseraient de toutes façons intact le problème national palestinien. C'est-à-dire qu'un tel règlement, serait bien incapable de désamorcer durablement cette poudrière.

6° - Il faut cependant noter qu'à la faveur de ce conflit, l'URSS a fait reconnaître aux USA son droit d'intervenir dans cette partie du monde, c'est-à-dire dans toutes les négociations concernant cette région.

Il ne faut cependant pas surestimer cet incontestable succès diplomatique. Car la guerre et l'appui ouvert de l'impérialisme américain à Israël n'ont nullement freiné les tentatives de rapprochement engagées par Sadate, avec Washington, bien avant le conflit.

Et cette tendance qui a pour conséquence, l'importance croissante accordée à l'Arabie Séoudite - dévouée corps et âme aux USA - dans la politique égyptienne, risque dans l'avenir de se renforcer, surtout si les USA parviennent à obtenir quelques concessions de leur protégé israélien en faveur des Arabes.

7° - Mais les tractations internationales entre les USA et la Chine Populaire d'une part, les USA et l'URSS de l'autre peuvent totalement être remises en cause par l'aggravation de la crise monétaire actuelle et sa transformation en crise généralisée (monétaire, commerciale, industrielle et sociale) de l'ensemble du système capitaliste.

8° - Une telle crise économique - dont les effets seraient sans doute plus fulgurants et plus catastrophiques que ceux de la crise de 1929 - pourrait être le facteur décisif qui mènerait l'humanité à une troisième guerre mondiale. Une telle crise conduirait à une militarisation croissante de l'économie impérialiste, prélude à la guerre contre l'Union Soviétique.

9° - L'éclatement d'un tel conflit verrait sans doute l'URSS plus isolée que jamais, la plupart des alliés diplomatiques de la veille rejoignant leur camp naturel, celui de la bourgeoisie mondiale, de l'impérialisme.

Dans une telle guerre, les révolutionnaires ne pourraient être neutres car une victoire de l'impérialisme dans ces conditions représenterait un renforcement formidable de sa puissance, renforcement qui serait par là même un coup terrible porté non seulement à la classe ouvrière internationale mais aussi aux luttes d'émancipation nationale des peuples coloniaux et semi-coloniaux. C'est pourquoi les révolutionnaires n'auraient pas d'autre choix que de défendre l'Union Soviétique tout en menant une lutte implacable contre la bureaucratie et sa politique.

LA SITUATION INTERIEURE

1 - La situation intérieure française n'a pas connu de changements fondamentaux depuis un an. Bien qu'il y ait eu, ces derniers mois une agitation et des mouvements de quelque importance dans différentes couches sociales, manifestations de rue, et grève des lycéens et des étudiants en avril, série de grèves avec occupation, dont les plus notables ont été celles de Renault et de Lip au printemps et en été, protestations actuelles des petits commerçants, cette situation se caractérise toujours par une relative stabilité politique et gouvernementale. Les élections législatives de Mars, bien que l'UDR ait perdu la majorité absolue qu'elle avait obtenue en juin 68, n'ont amené aucun bouleversement, les trois partis de la coalition gouvernementale, UDR, Républicains Indépendants et CDP, conservant une assez large majorité au Parlement.

2 - Cette stabilité est due, en l'absence de puissants mouvements de masse ou de crise sociale, essentiellement à la Constitution de la Cinquième République, legs de De Gaulle à la bourgeoisie française. Cette constitution ne

rabaisse pas seulement le rôle du Parlement pour donner d'énormes pouvoirs au seul Président de la République. Elle oblige aussi, par toute une série de dispositions comme le mode de scrutin par exemple, la droite, traditionnellement divisée en France en différents partis, à rester unie derrière Pompidou sous peine de perdre les positions qu'elle occupe depuis des années au Parlement. Le corollaire de cela est d'ailleurs que, par contrecoup, la gauche est, elle aussi, incitée à s'unir.

Ainsi malgré les querelles entre les partis et surtout les hommes qui composent cette majorité - querelles qui se sont révélées d'une manière particulièrement piquante à propos des nombreux scandales qui ont éclaboussé la majorité ces dernières années, ou encore lorsque les rumeurs de la maladie et du retrait possible de l'actuel Président de la République ont amené les différents prétendants à la succession à s'aligner dans la course qui s'annonçait - malgré la grogne d'un certain nombre de vieux gaullistes contre Pompidou lui-même, la majorité est restée soudée. Et, malgré une perte sensible de voix, elle a pu conserver la majorité au Parlement.

3 - La situation politique ne voyant plus l'affrontement de forces politiques puissantes comme durant la guerre d'Algérie, les conditions du bonapartisme gaulliste n'existant plus et Pompidou n'ayant par ailleurs ni le passé politique ni le prestige populaire de De Gaulle, il n'est pas question pour lui de jouer le même rôle au-dessus des partis. Au fil des ans d'ailleurs De Gaulle lui-même en avait été de moins en moins capable. S'il dispose donc d'atouts et de moyens de pression considérables, notamment constitutionnels, pour maintenir la cohésion de la majorité actuelle autour de sa personne, Pompidou dépend aussi, en revanche, étroitement de cette majorité parlementaire. En ce sens, il est tout de même soumis à la pression du Parlement et surtout il demeure, et son régime avec lui, à la merci d'une crise à l'intérieur de la majorité.

4 - La nomination de Messmer, et surtout sa confirmation après les élections à la tête d'un gouvernement dans lequel on trouve les Druon, Royer, Galley et autres Malaud, et bien entendu l'inamovible Marcellin au ministère de l'Intérieur, correspondait à un double souci. Il s'agissait d'une part en donnant au gouvernement un style nettement conservateur et même réactionnaire de satisfaire les députés de la majorité et notamment de l'UDR, qui se situent souvent plus à droite que le Président lui-même, et dont la clientèle électorale est elle aussi en grande partie réactionnaire. Mais il s'agissait aussi de tenter de rassembler toute la droite, c'est-à-dire d'ajouter aux trois partis de la majorité actuelle les réformateurs de Lecanuet. Ceux-ci malgré leurs prétentions "contristes", se situent en effet, aussi bien par leurs positions politiques que par leur clientèle électorale, nettement à droite, bien souvent même à droite de l'UDR elle-même.

Lecanuet et son compère Servan-Schreiber avaient espéré que les élections furaient perdre la majorité absolue à la Chambre aux pompidoliens et les rendraient eux-mêmes indispensables pour former un gouvernement et une majorité. Les résultats des élections ont été, pour eux, de ce point de vue décevants. La majorité n'a toujours pas un besoin absolu de leur concours et ils ne sont pas mieux placés pour négocier leur alliance. Ils demeurent donc pour l'instant aux portes de cette majorité. Mais les dernières déclarations de Lecanuet au congrès de son parti montrent que, s'il préfère attendre une situation plus favorable (ou plutôt s'il est obligé de le faire), il est parfaitement conscient que, toutes choses restant égales, la logique de la situation et du système ne lui permet pas d'espérer un autre avenir politique que de pouvoir un jour intégrer cette majorité. Cela pourrait se faire, par exemple, à l'occasion des prochaines élections présidentielles que tous les états-majors politiques commencent déjà à préparer fébrilement. Les querelles, prévisibles dès aujourd'hui, entre les différents prétendants au sein même de la

majorité devraient lui permettre de monnayer au mieux l'appui, non négligeable sur le plan électoral, des réformateurs "d'opposition".

5 - Cette tentative pour jeter les bases d'une majorité présidentielle plus large est complétée par une tentative de changer la Constitution en faisant élire désormais le Président de la République tous les 5 ans et non plus tous les 7 ans. Le but explicite de l'opération, que Pompidou lui-même a très clairement indiqué lors d'une récente conférence de presse, est d'empêcher que l'autorité du Président de la République élu depuis trop longtemps ne soit contestée par des parlementaires qui doivent retourner devant leurs électeurs tous les cinq ans. De Gaulle lui-même, par la procédure du référendum, se faisait régulièrement plébisciter afin de légitimer son pouvoir. Un essai malheureux à propos de l'Europe a démontré à Pompidou que cette procédure du référendum ne pouvait pas être utilisée n'importe quand, sur n'importe quel sujet et surtout par n'importe quel président. L'obligation constitutionnelle de retourner à intervalles plus rapprochés devant les électeurs permettrait d'atteindre le même but, sans les risques que comporte l'emploi d'une procédure exceptionnelle comme celle du référendum. Il est probable que Pompidou reviendra donc à la charge à ce sujet, peut-être même en organisant un référendum, malgré ses hésitations à se lancer dans une nouvelle aventure de ce style.

6 - Les tentatives pour élargir éventuellement la majorité comme le projet relatif au "quinquennat" montrent en tous cas que le régime ne se sent pas si solide que cela. La vieille hantise d'une grande partie du personnel politique de la bourgeoisie française, celle du retour à la Quatrième République, et au régime des partis, c'est-à-dire à une situation où le pays est rendu ingouvernable non pas tant à cause d'une pression des masses ou d'une

crise sociale, qu'à cause d'une extrême division des partis bourgeois et de leur incapacité à s'entendre, n'est pas définitivement éliminée. Elle ne pourrait l'être d'ailleurs que soit par l'élimination, soit par l'intégration complète du P.C.F., dont l'importance politique est la cause profonde de ces risques d'instabilité. En attendant les dirigeants politiques de la bourgeoisie française ont tout à fait conscience qu'il faut un corset de fer constitutionnel pour empêcher un tel retour des choses. Et ils semblent bien décidés à le renforcer plutôt qu'à le desserrer.

7 - A gauche les élections ont été un succès pour le Parti Socialiste et surtout pour son leader François Mitterrand. Certes ni la gauche, ni a fortiori le P.S. n'ont conquis la majorité au Parlement. Mais Mitterrand n'en espérait pas tant. Pour ce dernier, ces élections n'étaient qu'un épisode sur la voie qui conduit aux élections présidentielles de 1976 (ou peut-être avant).

Pour avoir une chance de triompher à celles-ci - ce qui serait en même temps la chance pour la gauche de parvenir au pouvoir - Mitterrand doit non seulement faire l'unité de cette gauche - car les mêmes contraintes pèsent sur elle que sur la droite - mais il doit le faire d'une manière incontestable, autour de sa personne et derrière sa personne. Ce n'est qu'à ce prix que la gauche peut constituer une solution de rechange acceptable pour la bourgeoisie. En dehors d'une situation de crise, il est exclu en effet que la bourgeoisie française accepte de laisser le pouvoir à une coalition de la gauche dont à un titre ou à un autre, le parti dominant apparaît comme le P.C.F.. Mais il est exclu aussi que la gauche éparpillée, c'est-à-dire le P.S. sans l'alliance électorale du P.C.F. - puisse jamais remporter une victoire électorale que ce soit aux législatives ou aux présidentielles, face à une droite unie de gré ou de force.

Mars 73 a montré que l'alliance conclue autour du programme commun entre PCF, PS et radicaux de gauche, tenait à l'épreuve des élections, ce qui n'est peut-être pas un grand mérite mais qui est essentiel dans le projet politique de Mitterrand. Mars 73 a surtout enregistré la remontée électorale du P.S., alors que depuis des années la S.F.I.O. connaissait un effritement régulier. Le P.S. avec ses alliés radicaux a fait presque jeu égal (20% contre 21% des voix) avec le PCF.

Depuis par des démarches communes sur le plan parlementaire, des manifestations organisées en commun par les trois partis en liaison généralement avec les Centrales Syndicales CGT et CFDT, l'Union de la Gauche s'efforce d'entretenir son image. Pour Mitterrand il est vital que cela continue jusqu'aux élections présidentielles. La logique de cette attitude voudrait en effet que les trois partis présentent un candidat unique dès le premier tour. C'est d'ailleurs parait-il ce qui se discute déjà dans les rencontres actuelles entre les états-majors de la gauche. Et dans ce cas, ce candidat ne peut être qu'un membre du P.S., c'est-à-dire Mitterrand.

8 - Pour le P.C.F., s'il veut être intégré complètement dans la vie politique nationale, c'est-à-dire être admis par la bourgeoisie comme un parti comme les autres, et pouvoir éventuellement accéder au gouvernement, il n'y a pas d'autre voie que celle de l'Union de la Gauche, derrière Mitterrand. Dans cette voie le P.C.F. a d'ailleurs engagé toutes ses forces et toute son énergie.

Pourtant, pour avoir voix au chapitre dans l'Union de la Gauche et pour obliger Mitterrand à tenir compte des intérêts de parti du P.C.F., celui-ci se doit aussi d'apparaître le plus possible en tant que P.C.F. et de se distinguer aussi de l'Union de la Gauche. Cela explique qu'à certains moments il doive donc prendre quelques distances vis-à-vis de Mitterrand. Il l'a fait par exemple lors des derniers jours de la campagne électorale, lorsque les

sondages faisaient état d'un prétendu dépassement du P.C.F. par le P.S. quant au nombre de voix. Il l'a fait encore en juin dernier en organisant seul avec la CGT des manifestations "pour la défense des libertés". Mais ces écarts - coups de semonce au partenaire socialiste ou coups d'éclat pour démontrer à ses partisans que le parti garde intactes son originalité et ses forces - sont toujours très vite corrigés. En la matière le P.C.F. est contraint à la fois d'être le meilleur défenseur de l'Union de la Gauche et de veiller sans arrêt à ce que celle-ci ne nuise pas à ses intérêts.

Une rupture plus durable de l'alliance socialiste ne pourrait surgir, venant du P.C.F. tout au moins - car le P.S. pour peu que la droite l'accepte, pourrait très bien choisir un retour à l'alliance avec celle-ci - que sous la pression d'un mouvement de masse qui menacerait de le déborder sur sa gauche. Les mouvements lycéens, la grève Renault, l'affaire LIP ont prouvé en effet que le P.C.F. est toujours extrêmement sensible devant ce risque. Ces derniers mois encore, à chaque fois que le problème s'est posé, le P.C.F. a préféré, après s'être opposé au mouvement au début, faire contre mauvaise fortune bon cœur et s'y rallier, du moins formellement.

9 - La décomposition du confus courant gauchiste issu de Mai 68 et la clarification aussi bien politique qu'organisationnelle entre les différentes tendances qui le composaient, se sont poursuivies et accélérées.

Le P.S.U. qui naviguait depuis Mai 68 à la limite du mouvement gauchiste a pris très nettement ses distances d'avec les révolutionnaires depuis les élections de mars dernier. Quelques temps auparavant, il avait d'ailleurs perdu ou exclu de ses rangs ceux qui se réclamaient du maoïsme ou du trotskysme. Avec quelques coquetteries de vocabulaire - par exemple il prétend toujours s'opposer à l'Union Populaire et militer pour l'Unité Populaire - il se rallie dans les faits à l'Union de la Gauche.

Pour ce parti dont la nature profonde est toujours restée social-démocrate malgré ses avatars les plus divers, c'est là une évolution parfaitement normale.

D'un autre côté, le courant maoïste s'est montré incapable de donner naissance à une organisation de l'importance des principales organisations trotskystes malgré un courant politique maoïste au moins aussi important que le courant trotskyste. Son absence sur la scène électorale pouvait être expliquée pour des raisons politiques. Mais cette même quasi absence dans le mouvement des lycéens, étudiants, collégiens - milieu qui était celui du mouvement maoïste depuis mai 68 - était bien significative de sa désorganisation actuelle. Cela ne signifie cependant pas que le courant petit-bourgeois à mentalité anarchiste et spontanéiste, exprimé un moment par les maoïstes, n'existe plus. Aujourd'hui il s'est détourné quelque peu de la politique. Mais à l'occasion de tel ou tel événement, il peut fort bien revenir très rapidement à la politique et à nouveau se grouper derrière tel ou tel groupe maoïste, qui en deviendrait alors le véritable porte-parole comme ce fut naguère le cas pour la Cause du Peuple.

IO - L'extrême-gauche organisée est donc essentiellement représentée par les organisations trotskystes, Rouge, Lutte Ouvrière, OCI.

La présentation de 281 candidats se réclamant du trotskysme aux élections législatives, (171 de LO, 90 de la Ligue Communiste, 20 de l'AJS-OCI) c'est-à-dire l'apparition massive sur la scène électorale du mouvement révolutionnaire pour la première fois depuis des dizaines d'années (la candidature Krivine aux présidentielles, quel qu'ait été son impact, n'avait pas le même caractère), a été le symbole de cette vigueur. Les résultats (2,29% des voix aux candidats LO, 1,80% à ceux de la Ligue) ont fait de plus la preuve qu'une fraction petite mais non négligeable des travailleurs (un dixième de l'électorat du P.C.F.) pouvait

so sentir représentée par le courant trotskyste.

Par ailleurs, la réaction de solidarité de la Gauche, PCF compris, lors de la dissolution de la Ligue Communiste, quelles que soient les réserves et les arrières pensées, ne s'explique que parce que le mouvement trotskyste, et évidemment d'abord la Ligue Communiste elle-même, ont une existence et un poids réels quoique minimes dans la vie politique du pays.

La gauchisation de la politique du PCF dans la jeunesse :

- action de la JC à l'Ambassade du Chili,
- radicalisation de certaines actions dans les luttes lycéennes,
- tentative de création d'une coordination des CET, a la même signification, car elle est le résultat de la pression des révolutionnaires sur le PCF.

11 - Cela ne signifie nullement que la Ligue Communiste - pas plus que l'OCI - a changé de nature. Son opportunisme, son aptitude à céder à la pression du milieu petit bourgeois se sont révélés encore pleinement tant lors de la campagne électorale - que la Ligue ne fit que du bout des lèvres parce que cela heurtait les préjugés anti-électoralistes du milieu gauchiste - que lors du mouvement lycéen - durant lequel, pour ne pas heurter les préjugés des lycéens, elle s'est opposée au mot d'ordre de suppression du service militaire et à l'organisation indépendante des élèves de CET. Quand elle cède à des pressions venant du milieu ouvrier, c'est aux pressions des appareils syndicaux, celles de la CFDT par exemple, comme elle l'a fait à propos de l'affaire de Lip.

En se mobilisant pour organiser le soutien à la grève de Lip mais en refusant la campagne nationale que LO lui proposait pour un plan d'action pour toute la classe ouvrière, Rouge manifestait clairement son refus de se heurter de front aux appareils syndicaux et son suivisme par rapport

à eux. Ainsi malgré l'accord électoral, Lutte Ouvrière et Rouge apparaissent de plus en plus comme deux courants politiques que tout sépare et qui, à l'occasion de chacun des mouvements sociaux ou politiques qui comptent dans le pays, se heurtent et s'opposent. Cela ne fait que traduire une opposition fondamentale, qui a toujours existé d'ailleurs, y compris au moment des pourparlers d'unification entre nos deux organisations. Mais que de ceux-ci, il ne soit absolument plus question est une preuve supplémentaire que les dernières séquelles de Mai 68, au niveau de l'existence d'un courant gauchiste dépassant et englobant chacune des organisations qui le composaient, ont actuellement disparu.

BILAN D'UNE ANNEE

L'année qui s'est écoulée a été marquée par un certain nombre d'interventions politiques importantes de notre organisation, venant s'ajouter à ses activités régulières.

LES ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1973.

Il y a un an, nous étions encore en pourparlers avec l'O.C.I. et la Ligue Communiste, en vue d'aboutir à un accord politique sur ces élections, accord comportant sinon une plate-forme politique commune, du moins l'engagement de chacune des organisations concernées d'appeler à voter pour les candidats des deux autres, et une répartition des circonscriptions entre nos trois organisations. Le refus de l'O.C.I. de s'engager à faire voter pour les candidats de Lutte Ouvrière et ceux de la Ligue Communiste a fait échouer ces négociations. Nous avons alors proposé à la Ligue Communiste qui avait accepté, elle, de faire voter pour l'O.C.I. en cas d'accord, de partager entre nos deux organisations les circonscriptions attribuées à l'OCI dans l'accord de répartition qui avait été négocié, et de présenter partout des candidats contre l'OCI, parce que cela constituait la seule réponse politique possible à l'attitude de l'OCI. La Ligue accepta cet accord, mais s'avéra par contre incapable de le mettre en application en ce qui concerne le nombre de candidats présentés.

Ces élections ont permis de mesurer quel était le vrai rapport de forces, non pas sur le plan des effectifs, mais sur celui des forces militantes réelles, entre les trois principales organisations trotskystes. Le fait que nous ayons présenté 171 candidats alors que la Ligue n'en présentait finalement que 90, et l'OCI 20, n'est pas dû au simple fait que nous ayons accordé plus d'importance, nous, que les autres organisations trotskystes à ces élections. Si les 20 candidats de l'OCI traduisent non pas les possibilités de cette organisation, mais son refus d'affronter sur un large plan les staliniens et les sociaux-démocrates (car il lui était difficile de faire voter "trotskyste" dans 300 circonscriptions ou même dans 100, tout en défendant sa conception du "front unique ouvrier"), les 90 candidats de la Ligue Communiste correspondent, sensiblement, eux, à l'effort maximum dont était capable cette organisation.

Mais nous n'avons pas été seulement l'organisation trotskyste qui a présenté le plus de candidats dans ces élections. Nous avons été aussi celle qui a fait la campagne la plus politique. L'apparition à la télévision de notre camarade A.L. a eu un impact important dans les entreprises dû à la nature et à la clarté des choix politiques que nous y développons, c'est-à-dire finalement à l'axe de campagne que nous avons choisi.

Alors que l'OCI était plus préoccupée de faire campagne contre LO ou la LC que d'offrir aux travailleurs une alternative au programme commun, alors que la Ligue était partiellement paralysée par le gauchisme de la majorité de ses militants, gauchisme qui les a amenés dans un certain nombre de cas à ne pas faire campagne du tout, nous sommes apparus, nous, en ne présentant comme candidats que des travailleurs, en choisissant pour nous représenter à la télévision une travailleuse, et grâce à l'axe politique que nous avons choisi, comme une organisation de gauche, comme une organisation ouvrière, aux yeux de l'ensemble des travailleurs.

Et pour faibles qu'aient été en général les résultats des élections de tous les révolutionnaires, la différence sensible entre ceux de l'OCI, de la Ligue et les nôtres (2,30% des voix en moyenne pour les candidats de LO contre 1,80% pour ceux de la Ligue et 0,83% pour ceux de l'OCI) a donc incontestablement une signification politique.

Ces résultats électoraux, pour limités qu'ils aient été en valeur absolue, encore une fois dépassaient d'ailleurs nos espoirs. Mais les résultats les plus importants sont évidemment les résultats politiques, et ceux-là aussi justifient la décision que nous avons prise de participer à ces élections, et l'effort déployé. Pour la première fois de notre existence nous sommes apparus à l'échelle nationale. Et notre participation à ces élections n'a pas seulement contribué à modifier sensiblement la manière dont le milieu d'extrême-gauche voyait le rapport des forces entre les différents groupes trotskystes. Elle a surtout contribué à augmenter notre crédit politique auprès des travailleurs qui nous connaissaient...

L'EXTENSION DU TRAVAIL EN PROVINCE

La campagne électorale a été l'occasion pour nous de prendre pied dans un certain nombre de villes de province où nous n'existions pas auparavant. Nous avons par la suite décidé de poursuivre l'effort engagé dans la plupart des villes de province où nous avons présenté des candidats, parce que nous ne serons vraiment une organisation existant à l'échelle nationale que lorsque nous aurons des militants dans toutes les grandes villes de ce pays. Il est encore trop tôt pour pouvoir comptabiliser en termes organisationnels les résultats de cet effort. Mais il apparaît d'ores et déjà certain que ce travail devrait nous permettre de déboucher à court terme dans une dizaine de villes nouvelles vers un travail d'entreprise.

LE MOUVEMENT DES LYCEES ET DES C.E.T.

Le mouvement de contestation des élèves des lycées et des C.E.T. a démarré, au printemps dernier, sur le problème de la loi Debré et de la suppression des sursis. Mais la revendication de rétablissement des sursis ne concernait en fait que les lycéens, et si dès le début du mouvement un certain nombre de CET se sont mis en grève, par solidarité avec les lycéens, et pour exprimer leur propre mécontentement, sur le terrain de la lutte pour le rétablissement des sursis, le mouvement des CET ne pouvait être qu'un appendice du mouvement lycéen. Les organisations petites-bourgeoises (Ligue et OCI) par peur du danger de se couper de leur milieu habituel se refusaient d'ailleurs à mettre en avant des revendications autres que les revendications catégorielles des lycéens.

Nous sommes, nous, intervenus dans ce mouvement en donnant la priorité absolue au travail en direction des CET, et en essayant de faire en sorte que les futurs travailleurs que sont les élèves de CET se battent pour obtenir la satisfaction de leurs propres revendications, et ne servent pas simplement de force d'appoint pour défendre les revendications des étudiants et des lycéens, c'est-à-dire, finalement, d'une fraction de la petite-bourgeoisie. Car au niveau de la jeunesse scolarisée, c'était le classique problème de l'autonomie politique de la classe ouvrière par rapport à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie qui se trouvait posé.

Sur le problème de l'armée, contestée par toute la jeunesse, nous avons mis en avant, tout en nous affirmant solidaires de la lutte des lycéens contre la loi Debré, la suppression du service militaire, comme revendication politique correspondant aux sentiments antimilitaristes de cette jeunesse, et intéressant tous les jeunes, à commencer par ceux des CET.

Dans notre lutte pour l'autonomie du mouvement des CET,

nous nous sommes constamment heurtés à la Ligue et à l'OCI qui faisaient tout, la main dans la main au besoin avec les staliniens, pour maintenir le mouvement des CET à la remorque de celui des lycéens. Il est à cet égard parfaitement significatif que la Ligue, qui joue pourtant à longueur d'année à l'organisation à la pointe du combat antimilitariste, ait dans les faits remis cet antimilitarisme au vestiaire pendant toute la durée du mouvement, pour cantonner son intervention, et essayer de cantonner le mouvement tout entier par la même occasion, au terrain de la lutte pour le rétablissement des sursis, reprenant même quant au fond la position des staliniens pour se faire le chantre du service militaire. Comme si ce n'était pas, précisément, quand la jeunesse remet en cause l'armée, qu'il fallait mettre au premier plan les revendications antimilitaristes.

Les résultats de notre intervention démontrèrent très vite qu'elle correspondait aux aspirations plus ou moins confuses des élèves des CET, et qu'elle était politiquement juste. Ce n'est en effet qu'à la suite de notre intervention que les CET entrèrent dans la lutte sous leur propre drapeau. La grève se renforça et s'organisa dans les CET qui avaient déjà cessé les cours, et de nombreux autres, qui étaient jusqu'alors restés en-dehors du mouvement, se joignirent à lui. Et en quelques jours se constitua à notre initiative, à Paris, un comité de coordination des CET en lutte, qui regroupa, au plus fort du mouvement, les représentants de plus de 120 établissements.

Commencée avec un léger retard en province par rapport à Paris, notre activité CET donna des résultats inégaux suivant les villes considérées, les autres organisations étant parfois parvenues à prendre le train en marche, et à nous disputer la direction du mouvement. Le déclin rapide de la mobilisation des jeunes de CET (comme d'ailleurs des lycéens) au moment des vacances de Pâques nous a empêchés de mettre sur pied une véritable coordination nationale, capable de diriger le mouvement à cette échelle, de la même manière qu'elle a amené la disparition de la coor-

dination parisienne.

Mais nous sommes restés majoritaires au sein de cette dernière pendant toute la montée du mouvement, et c'est grâce à notre intervention que les CET ont pu défendre de manière autonome leurs revendications, que pour la première fois des milliers d'élèves de CET ont manifesté dans la rue sur ce sujet, et que la presse a fait état des problèmes ainsi posés.

Sur le plan politique, l'expérience de cette lutte aura beaucoup appris à de nombreux camarades, car c'est la première fois que nous étions en concurrence directe, dans un mouvement de masse, avec la Ligue et l'OCI pour la direction de celui-ci, et que nos propres militants et sympathisants ont pu voir de près, dans les faits, la nature et la profondeur des divergences qui nous opposent à ces organisations.

Sur le plan organisationnel, une partie des nombreux contacts que nous avions alors dans les CET nous sont restés, et constituent cette année une base de départ comme nous n'en avons jamais eue dans le passé pour développer un véritable travail de recrutement dans les CET. Il ne faut toutefois pas se faire d'illusions, ni dormir sur ses lauriers : cette base de départ est en valeur absolue faible, et elle ne sera développée et conservée que si tous les camarades et tous les groupes de l'organisation mettent le travail CET au premier plan de leurs préoccupations.

ACTIVITES DIVERSES

Cette année, les Comités d'Usagers des Transports en Commun sont restés en veilleuse. Il faut dire qu'à part la dégradation des conditions matérielles, aucune augmentation n'a frappé les transports en commun urbains de la Région Parisienne.

Localement, nous avons mené des activités dans des foyers de travailleurs immigrés, dans des Comités de Locataires ou dans des Comités Santé, surtout en province, traduisant la liaison de nos militants avec certains sec-

teurs de la population, mais qui restent cependant des activités parcellaires et marginales.

A noter que, bien que nous ne soyons pas à l'origine des actions pour l'abrogation des lois répressives sur l'avortement, nous avons soutenu ces actions par notre propagande dans les feuilles d'entreprises et par le soutien politique et militant que nous avons apporté au MLAC.

LA FÊTE ET LE TERRAIN

L'aménagement du terrain de Mériel pour la troisième fête de Lutte Ouvrière a nécessité beaucoup d'efforts de la part de nos camarades. Cette fête a remporté cette année un succès sensiblement équivalent à celui de l'année précédente en ce qui concerne l'assistance, c'est-à-dire que quelque quinze mille personnes différentes y ont assisté. Or quinze mille personnes dans une fête ayant incontestablement un caractère politique, cela reste le plus grand rassemblement politique réalisé par une organisation d'extrême-gauche en France. Et cela a d'autant plus de raisons de nous satisfaire qu'il ne s'agit pas de n'importe quel public, mais qu'il s'agit au contraire d'un public infiniment plus ouvrier et populaire que le public gauchiste classique...

NOS PUBLICATIONS

En ce qui concerne nos publications, la "Lutte de Classe" bilingue imprimée, a maintenant un an.

Il convient de signaler également la sortie de "Ceux du Technique", sortie circonstancielle, au cours de la lutte des CET au printemps dernier, mais qui ne signifie cependant pas que nous devons abandonner l'idée d'une presse imprimée à destination des élèves des CET, maintenant que le mouvement est retombé. Nous avons d'ailleurs publié au moment de la rentrée scolaire un cinquième numéro de "Ceux du Technique", et il sera suivi d'autres si les chiffres des ventes nous montrent que cet effort correspond à quelque chose. Mais le chiffre des ventes

sera lui-même fonction, bien sûr, de l'effort des camarades.

Notons enfin la publication de deux brochures d'intervention : l'une sur le procès Tramoni et l'autre sur le Chili.

LE TRAVAIL D'ENTREPRISE

Le développement "en surface" de notre travail d'entreprise est attesté par la progression de près de 20% du nombre de bulletins "Lutte Ouvrière".

Le développement "en profondeur" de ce travail est plus difficile à estimer. Nous n'avons, au cours de l'année passée, (comme les années précédentes d'ailleurs) assumé la direction d'aucune lutte ouvrière ayant revêtu une importance politique nationale. Mais nos camarades ont été présents dans de multiples luttes, y exerçant souvent des responsabilités au travers de leur activité syndicale. Et c'est par la participation à de telles luttes que nos camarades peuvent se qualifier, sans que cette qualification soit évidemment chiffrable...

OBJECTIFS ET PERSPECTIVES

L'INTERNATIONALE

Cette année encore aucun élément nouveau susceptible de modifier l'analyse et le jugement que nous portons sur les organisations dérivant de la Quatrième Internationale n'est intervenu. Au contraire, leur inaptitude à jouer le rôle de direction mondiale de la révolution, leur incapacité politique et organisationnelle n'ont fait que se confirmer. La situation et la politique des différentes organisations issues de la 4ème, de ses scissions successives et des crises qui font éclater périodiquement chaque regroupement partiel, sont toujours telles qu'il nous est impossible de penser rejoindre l'un quelconque de ces morceaux et ni même envisager une collaboration possible sur le plan international avec l'un d'entre eux.

Le Secrétariat Unifié (S.U.) dont l'ex-Ligue Communiste est la section nationale la plus importante, est déchiré par une nouvelle crise interne qui oppose le S.U.P. à certains groupes européens (direction Franck et Mandel). En liaison avec cette crise ou à partir d'autres divergences,

dans de nombreux pays, les groupes affiliés au S.U. se sont divisés en deux tendances défendant chacune une position différente. Le Congrès de la 4ème qui devait avoir lieu en 72 a été retardé à cause de ces dissensions intérieures qui risquent de se solder par un nouveau départ du SWP et un nouvel éclatement des sections consacrant, s'il était nécessaire, l'échec de la "réunification" de 63.

De son côté l'ex-"Comité International de la Quatrième Internationale" vient de connaître en deux ans, deux crises graves. La première marquée par la rupture intervenue entre le groupe anglais (la Socialist Labour League (SLL), et le groupe français l'Organisation Communiste Internationaliste (O.C.I.). La seconde affectant les relations de l'OCI avec le groupe hongrois dirigé par Varga qui a créé la "Ligue Internationale de Reconstruction de la Quatrième Internationale" (LIRQI).

Cette faillite organisationnelle correspond à une faillite politique. Face au grand mouvement d'émancipation nationale, qui affecte depuis plus de 25 ans la plupart des pays sous-développés, et qui est l'une des données majeures de la situation internationale, le SU qui se prétend pourtant le centre dirigeant de la révolution mondiale s'est montré partout incapable non seulement d'intervenir dans la lutte et de diriger les mouvements d'émancipation - ce qui est une question de rapport de forces - mais même de définir une politique correcte et de chercher à la faire appliquer par les sections nationales existantes. Au contraire la tendance représentée aujourd'hui par le SU (Franck Mandel) s'est alignée partout sur les directions nationalistes (Algérie, Vietnam etc...) et a masqué cet abandon du terrain de classe du prolétariat par des acrobaties théoriques qui lui faisaient découvrir dans tout mouvement nationaliste des germes de transcroissance socialiste, ou des possibilités révolutionnaires à encourager. Cela s'est traduit sur le terrain organisationnel par l'abandon de tout effort pour créer des sections nationales sur des bases marxistes-révolutionnaires.

Aujourd'hui malgré la multiplication des organisations dites internationales toutes issues de la 4ème, l'état du travail international et celui de l'internationale à construire est plus qu'embryonnaire. Nous en sommes réduits à l'entamer avec nos propres forces, nous qui ne nous rattachons à aucune organisation existante et qui, de ce fait, n'avons aucune tribune et aucune possibilité intérieure organisationnelle de nous adresser à elle.

Ce travail nous l'avons entamé il y a quelques années, il continue et va en s'élargissant même si globalement il reste encore très faible et très partiel. Mais nous faisons ce que nous pouvons, c'est-à-dire ce qui dépend de nous dans ce domaine.

Ce travail international se développe sur deux plans.

Tout d'abord l'aide apportée par L.O. aux militants étrangers qui s'engagent dans la tâche de constituer des organisations sur des bases marxistes révolutionnaires. Sur ce point l'aide que nous avons apportée et que nous continuons d'apporter aux camarades du groupe américain SPARK est essentiellement politique. Mais cette aide est d'autant plus nécessaire qu'il s'agit d'un groupe très faible numériquement et qui milite dans des conditions politiquement difficiles - absence de tradition politique du prolétariat américain, abandon depuis de longues années de tout travail politique en direction du prolétariat de la part des organisations trotskystes, émiettement et confusion des divers groupes d'extrême-gauche dont l'existence est souvent éphémère mais la politique toujours opportuniste.

Dans la même perspective nous continuons à collaborer avec les camarades de Combat Ouvrier qui militent en France et aux Antilles sur des bases prolétariennes révolutionnaires ...

Enfin cette année nous sommes entrés en relation avec des camarades africains qui construisent en métropole

dans les milieux de l'émigration une organisation révolutionnaire sur des bases non nationalistes. Cette organisation "l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes" (l'U.A.T.C.I.) a pour organe "Le Pouvoir aux Travailleurs", elle est la seule organisation africaine se plaçant sur le terrain du prolétariat révolutionnaire et de l'internationalisme.

Notre activité internationale se poursuit aussi sur un deuxième plan, celui des nécessaires échanges et contacts internationaux avec les groupes existants. C'est dans ce cadre que nous organisons depuis quatre ans maintenant, des conférences internationales regroupant tous ceux parmi les groupes non affiliés à l'une des organisations internationales existantes qui acceptent de discuter et de se réunir avec nous.

Là encore, nous tenons à préciser qu'il ne s'agit nullement, au travers de ces rencontres, de construire petit à petit, une nouvelle internationale. Nous n'avons pas grand'chose de commun avec la plupart des groupes qui se réunissent avec nous dans ce cadre. Ils sont dans leur majorité "capitalistes d'Etat" et nous n'avons guère les moyens de connaître et de juger leur activité et même bien souvent leur politique. Mais dans l'état actuel des relations internationales, c'est à dire vu l'absence de toutes relations internationales, il nous semble utile et nécessaire de faire le maximum pour que des contacts et des discussions, des échanges d'idées puissent avoir lieu. Si nous le faisons avec des groupes souvent non trotskystes, c'est parce que les organisations trotskystes, elles, s'estiment liées par la discipline organisationnelle avec le SU ou l'un quelconque de ses dérivés et refusent notre façon d'aborder les problèmes de la vie politique internationale.

Il n'y a pourtant pas aujourd'hui, vu l'émiettement de l'extrême-gauche et des trotskystes d'autres moyens de renouer des contacts internationaux et de créer une vie politique au niveau international. Bien entendu il y a loin de tels rassemblements à la création d'une Internationale

disciplinée avec une direction centralisée, ayant une plateforme politique homogène, élaborant des analyses et formulant des directives applicables par toutes les sections, qu'elles soient d'accord ou pas, en fonction des règles du centralisme démocratique. Mais dans l'état actuel du mouvement international aucun des morceaux d'Internationale n'est susceptible d'imposer ses points de vue et ses directives aux autres, et, nous l'avons vu, aucun n'est même capable de faire respecter ses propres orientations politiques, stratégiques et tactiques dans sa propre organisation. C'est dire qu'en fait aucune de ces prétendues directions n'est reconnue comme telle ni par les siens, ni a fortiori par les autres. Dans ces conditions aucune discipline n'est possible et toute divergence, toute opposition conduit à court terme à la rupture et à l'éclatement. C'est pourquoi aujourd'hui la seule attitude politique correcte consiste à reconnaître cette réalité, cet émiettement, cette inaptitude des différents Centres, et par conséquent à renoncer à unifier le mouvement trotskyste sous la houlette d'une direction qui, aujourd'hui n'existe pas ; elle consiste enfin à chercher un cadre dans lequel les différentes organisations pourraient prendre ou garder les contacts, discuter réellement, se combattre politiquement au lieu de s'ignorer ou de se calomnier comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui. Une véritable direction ne surgirait pas de ce rassemblement - elle ne peut surgir que de la lutte lorsqu'une organisation aura fait la preuve de sa capacité à diriger - mais ce rassemblement serait la seule façon de préparer les voies de la reconstruction et de l'unification du mouvement trotskyste.

SUR LE PLAN INTERIEUR

La situation au sein de l'extrême gauche ne s'est pas modifiée de façon notable. Il faut signaler quand même la quasi disparition organisationnelle des maoïstes. En tant que courant politique, les idées maoïstes continuent à exister - et elles comptent vraisemblablement autant de sympathisants que les organisations trotskystes - de même

qu'existent en permanence les bases sociales de ce courant, mais les organisations maoïstes elles-mêmes sont en perte de vitesse, conséquence de leur spontanéisme, de leur absence de principes et de volonté organisationnelle. Pendant des années les maoïstes ont quelque peu coupé les bases politiques des formations "capitalistes d'Etat" parce qu'ils recrutaient un peu dans les mêmes milieux (c'est-à-dire parmi les gens qui renvoyaient dos à dos l'URSS et les Etats-Unis et même qui voyaient dans l'URSS le principal ennemi) et qu'ils offraient, eux, des perspectives militantes immédiates et même carrément activistes. Aujourd'hui, devant l'incapacité organisationnelle des maoïstes, il n'est pas impossible que des organisations capitalistes d'Etat se créent ou se développent. Les "Capitalistes d'Etat" ont en effet des traditions organisationnelles liées à leur origine lointaine dans le mouvement ouvrier international et parfois à leur origine immédiate, car si le courant idéologique qu'ils représentent se rattache à l'I.C., les formations capitalistes d'Etat sont, en France, le plus souvent issues du mouvement trotskyste lui-même. Or aujourd'hui le mouvement trotskyste en se développant depuis Mai 68 peut du même coup développer en son sein ou sur ses franges des tendances capitalistes d'Etat.

Le reflux de la vague de Mai 68 ne s'est pas traduit jusqu'ici par un recul organisationnel des organisations trotskystes mais il n'est pas impossible qu'il affecte maintenant Rouge, l'AJS, voire notre propre organisation...

Ce reflux général de 68 se traduit aussi par une diminution globale des activités gauchistes en direction des entreprises. On peut dire que nous commençons à nous retrouver seuls dans l'activité politique quotidienne au sein du prolétariat. Bien entendu, localement, tel ou tel groupe peut avoir maintenu ou même développé des activités politiques dans ou vers les entreprises. Mais on peut dire que la quantité de feuilles ou tracts gauchistes dont les tra-

vailleurs étaient inondés les années précédentes est sensiblement diminuée. L'ex-Ligue développe une activité syndicale particulièrement sensible au sein de la CFDT. Mais il semble que le nombre de ses bulletins d'entreprises du type "Taupe Rouge" où elle s'exprimait politiquement ait sensiblement diminué. L'un explique peut-être l'autre. Certains groupes pro-chinois ont une activité dans les entreprises, parfois relativement importante dans certaines villes ou certaines usines, mais cette activité est limitée par la taille de ces groupes.

Dans l'année qui vient, nous continuerons nos efforts pour nous implanter dans la classe ouvrière, participer à ses luttes, et dans la mesure du possible, les diriger. Mais les perspectives économiques marquées par la crise monétaire qui se traduit et se traduira encore par une très forte inflation au début de l'année et probablement par un accroissement du chômage en fin d'année (sans que d'ailleurs le chômage signifie la fin de l'inflation), les luttes de la classe ouvrière seront certainement plus défensives qu'offensives. Il n'est pas possible de dire comment se dérouleront ces luttes et quel sera le moral, la combativité de la classe ouvrière et son niveau de conscience. Mais il faut d'ores et déjà savoir que les travailleurs s'engageront dans des combats défensifs, localisés, dont certains pourront être très durs, mais étant donné le poids des appareils réformistes, il est à craindre que l'ensemble de ces luttes ne se traduiront finalement par des défaites, et que cela limite considérablement nos possibilités de développement. A moins que la classe ouvrière trouve dans son sein les militants, les dirigeants et l'énergie suffisante pour faire reculer les patrons et l'État et pour contraindre les appareils réformistes à aller plus loin qu'ils ne le souhaiteraient. Dans le passé bien des fois les travailleurs ont su déjouer les plans des gouvernants anti-ouvriers et bousculer l'apathie des dirigeants réformistes. On l'a vu en 1953 lors de la grève générale de la fonction publi-

que, on l'a vu en 1955 et plus près encore en 1963 avec la grève des mineurs. Les travailleurs n'ont accepté ni les décrets-lois de Laniel, ni les atteintes à leur niveau de vie, ni les menaces de réquisition de De Gaulle. Ils ont su se défendre et se faire respecter. Demain ils peuvent le faire encore.

C'est dire que nous devons dans l'année qui vient consacrer toutes nos forces à être présents dans les combats de la classe ouvrière et tout faire pour que nos camarades puissent y jouer un rôle dirigeant. Sur le plan politique nos objectifs sont toujours d'apparaître de plus en plus comme une organisation politique nationale et nous essaierons de saisir toutes les possibilités et toutes les occasions qui se présenteront. Cependant il nous faut savoir que ces possibilités seront peut-être limitées par la relative stagnation du mouvement gauchiste et en tous cas conditionnées par le niveau de combativité et de conscience de la classe ouvrière.